Bibliographie

Magali Thevenot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3973>

DOI : [10.4000/formationemploi.3973](https://doi.org/10.4000/formationemploi.3973)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 15 février 2013

Pagination : 139-147

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Magali Thevenot, « Bibliographie », *Formation emploi* [En ligne], 121 | janvier-mars 2013, mis en ligne le 29 mars 2013, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3973> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.3973>

Bibliographie

Sélection bibliographique d'ouvrages sur la thématique « fonction publique », avec un classement par ordre alphabétique d'auteurs. Cette sélection a été élaborée à partir de la base de données bibliographiques « Formation-Emploi » du Céreq.

Bibliographie réalisée par Magali Thévenot

■ Fonctionnaire, quelle idée !

Aschieri Gérard ; FSU – Fédération syndicale unitaire ; Drevon Jean-Michel ; Feray Anne ; Horus Didier ; Marin Springfield ; Rallet Daniel ; Le Pors Anicet (préf.)
Paris : Syllepse, 2009, 147 p., « Comprendre et agir ».

Septembre 2007, le président de la République souhaite « refonder la Fonction publique » et impulser une « révolution culturelle ». Depuis une série de projets prétendent transformer radicalement la Fonction publique. Les fonctionnaires sont inquiets, mais peu ont encore saisi l'ampleur des transformations en cours. Derrière les sigles abscons (RGPP, LOLF, GIPA, PFR, GVT, RMPP...) se profile un changement profond vers une conception libérale assortie d'un renforcement du contrôle par la hiérarchie et d'une croissance de la précarité. Nous avons essayé de décrypter ces réformes pour les rendre accessibles au plus grand nombre et ainsi contribuer au débat démocratique. Le pouvoir essaye d'imposer ses réformes au nom de la modernité et de la nécessité, envoyant tous les opposants dans le camp de l'archaïsme. À l'heure où la « gouvernance moderne » basée sur la concurrence et la marchandisation conduit à une crise sans précédent, la FSU considère qu'il n'y a aucune nécessité, il n'y a que des choix à débattre.

■ Le métier de diplomate

Bazouni Yvan
Paris : L'Harmattan, 2005, 294 p. « Logiques juridiques »

Étude de l'évolution du métier de diplomate avec la réforme entamée au ministère des Affaires étrangères depuis une dizaine d'années. Analyse de la nouvelle condition du diplomate tant sur le plan du déroulement de la carrière et de l'exercice du métier que sur celui de la perception de la réforme engagée.

■ Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)

Bezes Philippe

Paris : Presses universitaires de France, 2009, 519 p., « Le lien social »

Depuis les années 1960, les problèmes d'organisation, de contrôle et de financement des systèmes administratifs constituent des enjeux collectifs majeurs dans les démocraties occidentales. Ils alimentent les diagnostics de crise des bureaucraties et favorisent l'essor de réformes préconisant de nouveaux modes de fonctionnement, souvent inspirés du New Public Management. En dépit de l'importance historique de l'État, la France n'échappe pas à ces changements. L'administration est l'objet de nombreuses critiques et de réformes. Comment, pourquoi et avec quels effets les élites françaises ont-elles développé, à grand renfort de publicité, des politiques de réforme de l'État destinées à transformer les règles historiques patiemment mises en œuvre depuis le début du XIX^e siècle ? Voilà la question centrale que pose cet ouvrage. Il analyse les réformes de l'administration française du début des années 1960 jusqu'à la présidence Sarkozy. Avec la perspective d'une sociologie historique de l'État, il retrace l'essor et le développement de ces réformes sous la Ve République et analyse les multiples configurations d'acteurs qui y participent : personnels politiques, hauts fonctionnaires, ministères, experts patentés, citoyens... Il donne à comprendre le tournant néo-managérial de l'administration française, ses limites et la spécificité des voies du changement dans le contexte hexagonal. Soulignant la singularité de la préoccupation des gouvernants pour l'organisation et la transparence de la machinerie administrative, l'auteur diagnostique finalement l'émergence d'une nouvelle rationalité politique marquée par l'impératif du « souci de soi de l'État ».

■ La fonction publique territoriale

Biland Emilie

Paris : La Découverte, 2012, 125 p., « Repères, 589 ».

Forte de deux millions d'agents, soit plus du tiers des effectifs totaux de la fonction publique, la fonction publique territoriale est présentée par les promoteurs de la décentralisation et de la réforme de l'État comme l'avant-garde de la modernisation publique. Pour aller au-delà de cette rhétorique réformatrice, cet ouvrage conjugue les apports de la sociologie du travail et de l'emploi et ceux de la sociologie politique des administrations. Il rend compte des dynamiques sociales et politiques qui animent ce segment de l'emploi public (de la féminisation à la politisation, en passant par la contractualisation, et des rapports changeants aux territoires). Ce faisant, il montre que la fonction publique territoriale est au cœur des compromis institutionnels entre État et collectivités locales depuis la III^e République, tout en prenant part aux mutations contemporaines du marché du travail.

■ L'administration de l'Éducation nationale

Buisson-Fenet Hélène

PUF, 2008, 128 p., « Que sais-je ? n° 1957 »

Étude des structures administratives de l'Éducation nationale en les mettant en perspectives avec les modalités renouvelées du gouvernement scolaire et l'évolution de la recherche. L'enseignement secondaire a été privilégié dans cette analyse.

■ Autonomie et responsabilité des cadres publics : Une mutation managériale

Chomienne Hervé (éd.) ; Pupion Pierre-Charles (éd.)

Futuroscope : Scérén ; Chasseneuil : esn, 2009, 159 p., « profession cadre service public ».

Comment piloter l'action collective ? Cette interrogation qui nourrit le quotidien de tous les cadres est au centre de cet ouvrage qui aborde la question de l'autonomie et de la responsabilité des managers du secteur public. Suite aux profonds changements que connaissent depuis une vingtaine d'années les organisations publiques françaises, cet ouvrage propose une analyse des enjeux et des formes de l'évolution des rôles des cadres publics en termes d'autonomie et de contrôle. Les analyses réalisées dans les secteurs de la santé, de la fonction publique territoriale ou de l'Éducation nationale illustrent ces nouvelles missions des cadres qui, désormais, participent pleinement, et selon des modalités différentes, aux processus de finalisation (fixation des objectifs), d'allocation de ressources, d'animation, de contrôle et d'évaluation à des fins de pilotage. Réalisé par des enseignants-chercheurs et praticiens spécialisés dans le domaine de la gestion publique, cet ouvrage est destiné aux cadres (directeurs, chefs de service, de bureau ou d'équipe) qui vivent les mutations de leurs organisations et ont à cœur d'améliorer leurs pratiques de gestion. Il permet également aux candidats aux concours de cadres de la fonction publique de mieux appréhender les évolutions managériales des différents secteurs de la fonction publique.

■ Quelle place pour les collectivités territoriales dans la politique de l'emploi ? :

Actes de la journée d'études organisée le 3 décembre 2010 à l'Université de Franche-Comté

Donier Virginie (dir.)

Journée d'études du Centre de recherche juridique de l'université de Franche-Comté, CRJFC (3 décembre 2010 ; Université de Franche-Comté), Paris : L'Harmattan, 2012, 279 p.

La politique de l'emploi est une compétence qui demeure dans le giron étatique, et pourtant, les collectivités territoriales sont amenées à exercer des attributions susceptibles de servir et de compléter les orientations définies au niveau national. Cela se vérifie tant pour les politiques visant, directement ou indirectement, à soutenir l'emploi et à lutter contre l'exclusion professionnelle, que pour la politique de l'emploi public. Au regard des compétences exercées par les collectivités territoriales, la lutte

contre le chômage apparaît en effet comme une compétence partagée. Mais les collectivités sont également des employeurs et à cet égard, elles peuvent contribuer à l'évolution de l'emploi public, la question étant de savoir si elles ont réellement la faculté de développer des politiques volontaristes en la matière. Cet ouvrage permet ainsi d'analyser les relations que les collectivités territoriales entretiennent avec l'Etat dans le domaine de l'emploi afin de s'interroger sur la complémentarité de leurs interventions respectives, et sur la marge de manœuvre dont disposent les échelons locaux.

■ Une histoire de la fonction publique territoriale

Durand Dominique

Paris : La Dispute, 2004, 310 p.

Etablit l'histoire de la fonction publique territoriale en France qui, bien que réglementée par les lois de 1983 et 1984, existe dans les faits depuis le Moyen Age avec le personnel communal qui accompagne notamment le triomphe de la monarchie sur la féodalité et qui s'institutionnalise véritablement au cours du XIXe siècle.

■ De la porosité des secteurs public et privé : une anthropologie du service public en Méditerranée

Gallenda Ghislaine (dir).

Aix en Provence : Presses universitaires de Provence, 2012, « Travail & Gouvernance »

Une crise affecte les fondements mêmes du service public : au fur et à mesure que les services publics s'émancipent du contrôle administratif et remplissent des fonctions commerciales, la frontière avec la sphère privée se brouille ou se réduit. Dans le même temps, le secteur privé s'empare des logiques et des missions autrefois réservées au secteur public. A partir de recherches de terrain menées sur les deux rives de la Méditerranée – Algérie, Cisjordanie, France, Italie, Maroc – cet ouvrage montre comment se matérialise l'enchevêtrement des secteurs public et privé dans le quotidien des travailleurs. Il met l'accent sur les conséquences pour les usagers/clients, sur la redéfinition des métiers, et sur les répercussions au niveau des rapports sociaux et des représentations, au-delà de la sphère professionnelle. La complexité de la porosité des secteurs public et privé renvoie à l'évolution des entreprises publiques et des métiers qui lui sont afférents (transformations), à la cohabitation de statuts privés et publics au sein d'une même entreprise (cohabitation), à l'émergence d'initiatives privées locales soutenues par le secteur public (initiatives), jusqu'à la prise en charge par le secteur privé de missions traditionnellement dévolues au secteur public (carences).

■ Les métiers flous. Travail et action publique

Jeannot Gilles

Toulouse : Octarès, 2005, 166 p.

Il est difficile de cerner et de définir certains métiers comme ceux de chefs de projet, médiateur, agent de développement, chargé de mission, dans les nouveaux domaines de l'action publique. Ce « flou » à propos des titres/fonctions/statuts très variés révèle une transformation des rôles des agents et des métiers exercés dans un espace non stabilisé et hétérogène. L'ouvrage s'appuie sur une série d'enquêtes conduites pendant plus de dix ans et comportant plus de 350 entretiens dans différents secteurs de l'action publique (équipement, aménagement, développement local, environnement, action sociale). Il s'attache à comprendre le phénomène des métiers « flous » de l'action publique post-bureaucratique où les agents prennent en charge les problèmes en travaillant de manière singulière.

■ Action publique et légitimités professionnelles

Le Bianic Thomas (éd.) ; Vion Antoine (éd.)

Paris : LGDJ, 2008, 343 p., « Droit et société »

La multiplication des acteurs intervenant dans le système politique (État, Union européenne, collectivités territoriales) modifie les pratiques de l'action publique. Les professionnels doivent prendre en compte les différentes stratégies en présence et la demande des usagers d'individualisation des services. Cette tendance s'accompagne d'un désir d'évaluation des performances publiques. L'épuisement du modèle de l'état providence les oblige à redéfinir les modes d'organisation du travail. Les sociologues, historiens et politologues réunis lors du colloque « Action publique et légitimités professionnelles » à Aix-en-Provence en 2005, proposent de mieux comprendre, à travers l'étude de cas concrets (santé, éducation, aménagement du territoire...) les stratégies mises en place par les professionnels pour légitimer leurs expertises.

■ Décentraliser et gérer : analyse rétrospective et prospective de l'emploi public dans les collectivités territoriales

Le Lidec Patrick, Monricher Nicole de.

Paris : La Documentation française, 2004, 117 p., « Perspectives »

Quelles sont les dynamiques qui sous-tendent une évolution de l'emploi public dans les collectivités territoriales ? Cet essai prospectif s'appuie sur analyse rétrospective des effectifs de la fonction publique territoriale pour tenter de repérer l'ensemble des facteurs déterminant le niveau de l'emploi public.

Ces derniers sont répertoriés entre trois principales variables explicatives : l'étendue de services offerts localement, la transformation des modes de gestion des services publics (avec en particulier l'externalisation de certaines tâches), la tension entre productivité/compétitivité des services et la préoccupation du recrutement social des élus. Les perspectives dessinées s'inscrivent dans un contexte de transformations et de mutations importantes liées au vieillissement démographique, à l'impact de relance de la décentralisation (transfert de compétences et d'agents entre État et collectivité territoriales), et à la maîtrise des dépenses budgétaires.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/044000528.shtm>

■ Pourquoi travaillons-nous ? Une approche sociologique de la subjectivité au travail

Linhart Danièle (éd.)

Toulouse : Erès, 2008, 331 p., « Clinique du travail »

La subjectivité au travail est devenue un objet central des recherches en sociologie du travail. Les responsables des ressources humaines la situent au cœur de leur démarche, en réaffirmant la nécessité de la mobiliser pour mieux inciter les salariés à contribuer à la performance des entreprises. Cette subjectivité s'inscrit comme une ressource essentielle dans la mise en œuvre des nouvelles formes d'organisation du travail, confirmant la rupture avec les modèles antérieurs tel le taylorisme. Enfin, la spécificité de la subjectivité est bien de la responsabilité propre de l'individu et non plus de l'outil productif tel qu'il était pensé jusqu'ici. Cet ouvrage collectif rassemble des études de cas à travers une dizaine d'enquêtes sur le terrain qui permettent d'illustrer le rôle joué par la société mais aussi les représentations des enjeux par les salariés, leurs formes d'engagement et le sens qu'ils donnent au travail.

■ Les agents non titulaires des trois fonctions publiques

Marillia Georges-Daniel ; Pelletier Pascale

Paris : Berger-Levrault, 2007, 286 p., « Les indispensables »

L'analyse juridique de la situation des agents non titulaires des trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales, établissements administratifs) s'appuie sur de nombreuses références législatives et exemples concrets.

■ Le travail dans le secteur public : entre institutions, organisations et professions

Milly Bruno

Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012, 233 p., « Didact. Sociologie »

Sur la base de 15 ans d'enquêtes sociologiques auprès de professionnels intervenant en prison, dans les hôpitaux publics et dans les structures de l'ex-ministère de l'Équipement, Bruno Milly propose ici un nouveau modèle d'analyse, interactionniste, croisant trois entrées sociologiques classiques : les institutions, les organisations et les professions. Le concept d'écologie du travail permet d'approcher la complexité de l'activité, aussi bien à l'échelle des expériences individuelles qu'à différentes échelles macro-sociales. L'analyse propose ainsi un nouvel éclairage sur les transformations récentes de l'intervention étatique et publique en France.

■ Vieillesse et service public : le défi des ressources humaines

Organisation de coopération et de développement économiques (Paris)

Paris : La Documentation française, 2007. - 282 p.

Le vieillissement de la population va induire des changements immédiats, tant dans les modes de prestation de service public que dans la gestion des ressources humaines au sein de l'administration centrale. Il a un impact sur la réallocation des effectifs entre les secteurs et va entraîner une réorganisation de la prestation de service dans le domaine social entre les secteurs public et privé. Et il s'agira bien sûr d'accroître la productivité de l'appareil de gouvernement, afin de faire face aux pressions fiscales croissantes. Parallèlement, la main-d'œuvre du secteur public vieillit encore plus rapidement que le reste de la société. Ceci est une source de défis et d'opportunités. Le vieillissement du secteur public accroît la charge fiscale tout en diminuant la capacité immédiate de prestation de service. Toutefois, ce processus constitue à long terme une opportunité stratégique de réduire les effectifs du secteur public en fonction des besoins, et de modifier les conditions d'emploi et la gestion des agents publics si nécessaire. Cette publication examine l'expérience de neuf pays membres de l'OCDE dans ce domaine. Elle présente des conclusions à propos des stratégies à mener pour adapter les politiques de ressources humaines au défi plus large que constitue le processus de vieillissement de la population.

■ Métiers du service public dans les quartiers sensibles : la formation-accompagnement des agents du Service public

Perdrizet François

Paris : L'Harmattan, 2012, 285 p.

Une investigation sur les métiers d'enseignant, de gardien d'immeubles, de gardien de la paix, de postier, et de chauffeur d'autobus, dans les quartiers sensibles. A partir d'une question simple : « Comment adapter ces métiers à la réalité de ces quartiers, et donner un appui aux agents qui les mettent en œuvre ? ». Et cela concerne aussi bien la formation-accompagnement des nouveaux arrivants, l'adaptation du management et de l'organisation des services, ou encore les partenariats entre services publics et les relations avec des publics privilégiés. Avec, comme apport, des suggestions recueillies auprès d'une centaine d'interlocuteurs, portant sur des sujets comme la réorganisation de l'Éducation nationale, le développement de la gestion urbaine de proximité, la mise en place d'un collège pour les parents ou encore le lancement d'une réflexion de fond sur le sens du service public, la mise en commun entre services publics au niveau des quartiers de formation sur les situations de violence ou la gestion du stress, et la capitalisation-fertilisation des innovations.

■ Le développement professionnel des cadres : apprentissage et gestion des connaissances

Pesqueux Yvon (dir.)

Futuroscope : Scérén, 2012, 192 p., « profession cadre service public »

La relation de service public évolue considérablement. Elle génère de nouveaux enjeux et de nouvelles approches en matière de développement professionnel des cadres. L'ouvrage présent est conçu à partir de pratiques et de travaux parmi les plus récents, internationaux notamment. Il ancre le développement professionnel sur la notion de savoir(s) et de qualification(s), sur le *learning*, ainsi que sur la notion de compétence et ce qui est connu en termes de *knowledge management*. Si le développement professionnel fut communément réduit à la question de la formation continue, il va aujourd'hui bien au-delà. On pourrait le définir comme étant ce qui réunit les logiques de formation professionnelle continue et d'évaluation des pratiques. Ce livre présente plusieurs études de cas empruntées sur le terrain aux trois fonctions publiques. Il offre ensuite des éclairages, puis dix idées clés sur le développement professionnel des cadres publics. Enfin, il introduit des perspectives nouvelles qui lient cette notion aux modes de légitimité des administrations, aux conceptions du professionnel et au processus de développement des structures organisationnelles. L'ouvrage se termine par des questions d'éthique et de philosophie politique et morale, avec le *care* comme fondement possible de la relation de service public.

■ Refaire son métier : essai de clinique de l'activité

Roger Jean-Luc ; Clot Yves (préf.).

Toulouse : Erès, 2007, 255 p., « Clinique du travail »

En l'absence d'une réappropriation collective des règles de travail, les professionnels sont de plus en plus confrontés aujourd'hui dans l'exercice de leurs fonctions, à des pressions matérielles et psychologiques qui ne leur permettent pas d'assumer les tâches qui leur sont fixées, avec suffisamment de sens et d'efficacité. À l'aide de l'expérience conduite dans deux métiers de la fonction publique, les soignants des services gériatriques et les enseignants du secondaire, l'ouvrage s'emploie à réhabiliter cette fonction du collectif en confirmant l'importance des règles génériques comme source et ressource du développement de l'activité de tout professionnel.

■ La fonction publique

Rouban Luc

Paris : La Découverte, 2010, 128 p., « Repères n° 189 »

La fonction publique française a connu des mutations profondes entre 1985 et 1995, provoquées par la décentralisation, la crise de l'État providence et la construction européenne. Sa participation à l'exercice du pouvoir, à des degrés divers, et son rôle d'intermédiaire entre idées politiques et réalité sociale font d'elle un milieu largement contesté. L'analyse de ses origines historiques permet de comprendre cet univers professionnel, sa sociologie et les orientations politiques mises en œuvre ou prévues. Elle se caractérise par sa formidable capacité d'adaptation, malgré une structure complexe et le bouleversement régulier de ses missions.

■ La modernisation silencieuse des services publics

Vallemont Serge ; Clair David ; Lelu Bernard . Le clesiau Hervé ; Leroy Marie-Christine ; Gerster François ; Bourgarel Alain ; Join-Lambert Christian ; Bablet Marc ; Brunetiere Jean-René ; Mignot Gabriel ; Chanut Véronique ; Lallement Eric ; Cambourna C ; Héritier Jacqueline ; Conrie Jean-Pierre ; Regnaud Georges ; Giorgini Pierre ; Museur Régis ; Bordron Julien ; Landais Marc ; Cabanis Jean-Noël ; Le ho Stéphane ; Priol Jacque ; Morin Roger ; Lévy-Rosenvald Marianne

Paris : L'Harmattan, 2006. - 196 p., « Questions contemporaines »

Témoignages d'agents de la fonction publique d'Etat, du domaine sanitaire et social et des collectivités locales sur leurs efforts pour moderniser leur administration. Il existe beaucoup plus d'espaces d'autonomie et d'initiative dans ces administrations qu'on ne le pense habituellement.

TRAVAIL et EMPLOI

Représentativités syndicales, représentativités patronales. Règles juridiques et pratiques sociales :

- Fonctions et usages de la représentativité patronale
- Devenir une organisation représentative au niveau national interprofessionnel : l'action des employeurs de l'économie sociale
- Reconnaissance de représentativité et quête de reconnaissance dans le transport routier. Le cas de l'OTRE
- Nouvelles règles de représentativité syndicale et de négociation collective à la SNCF : une réforme sous tension
- La spécificité de la représentation des journalistes en question : les implications de la loi du 20 août 2008
- Représentation du travail et représentativité syndicale aux marges du salariat : le cas de la distribution directe
- Le rôle de l'administration du Travail dans la reconnaissance de la représentativité des organisations professionnelles

N° 131

JUILLET-SEPTEMBRE 2012

19,00 €

Abonnements
pour 4 numéros/an :
France : 60,00 €

Dom-Tom et RP
(HT, avion éco.) : 66,63 €
Europe : 65,00 €
Autres pays
(HT, avion éco.) : 68,57 €
Supplément avion rapide : 9,95 €

ABONNEMENTS :
DILA, Direction de l'Information Légale
et Administrative - administration des ventes
CS 10733
23, rue d'Estrées
75345 Paris cedex 07
Téléphone : 01 40 15 70 10
Télécopie : 01 40 15 68 00
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr>

VENTE AU NUMÉRO :
**la librairie de
la Documentation française**
29, Quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07
Téléphone : 01 40 15 71 10

Direction de l'Information de la Recherche, des Etudes et des Statistiques

commande

à envoyer à

DILA Direction
de l'Information Légale
et Administrative
Administration des ventes

CS 10733

23, rue d'Estrées
75345 Paris Cedex 07

FRANCE

Téléphone 01 40 15 70 10

Télécopie 01 40 15 68 00

www.ladocumentationfrancaise.fr

Direction de l'Information
de la Recherche,
des Etudes
et des Statistiques

<http://www.travail-emploi-carte.gouv.fr/>

**TRAVAIL
et EMPLOI**
N° 131
JUILLET-SEPTEMBRE 2012

Participation aux frais
de facturation et de port,
sauf pour les abonnements

Prix unitaire TTC	Nombre	Total
19,00 €		

4,95 €

montant total à payer

T 4802 = 9,5957 F

Nom _____
Prénom _____
Profession _____
Adresse _____
Code postal _____
Localité _____
Mét _____

Ci-joint mon règlement

Par **mandat administratif**
(réservé aux administrations)

Par **chèque bancaire** ou postal à l'ordre
de M. l'Agent comptable de la Direction de l'information
légale et administrative

Par **carte bancaire**, Date d'expiration : ____/____/____

N° : _____

N° de contrôle : _____ Notez les 3 derniers chiffres du n° inscrit
au dos de votre carte, près de votre signature

Date

Signature

Informations et Remarques : Conformément à la loi du 6-11-1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant et les rectifier en écrivant au Département
de la Fonction de la Documentation Française. Ces informations sont révisées au traitement de votre commande et peuvent être transmises à des tiers, sauf si vous cochez ci